COLLECTION INTERNATIONALISME

La FORA

FEDERACION OBRERA REGIONAL ARGENTINA

II. La FORA dans le mouvement syndical argentin

(des origines aux début des années 1980)





LA FORA DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL ARGENTIN

éditions Partage noir, 1989

1. Les prémices

La première section de l'AIT en Argentine date, selon Josi lngenieros, de 1871. En 1872, une "section française" (qui rassemblait néanmoins des militants de diverses nationalités) fut constituée et plusieurs autres sections furent fondées en 1873-1874. Les sections reflétaient en leur sein les divisions suscitées en Europe entre marxistes et bakouninistes. En 1876, un centre de propagande ouvrière bakouniniste fui fondé, ayant comme principal objectif de combattre les marxistes.

Le premier syndicat en Argentine fut fondé en 1877 : l'Union Tipografica. En 1878, ce syndicat fait éclater la première grève, qui se terminera d'ailleurs par une victoire ouvrière. Il se dissoudra en 1879.

Dix ans après la première grève, l'Argentine assiste pendant 3 ans (de 1888 à 1890) à une multiplication des grèves (boulangers, cheminots, maçons, ouvriers du bois, etc.), généralement pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de vie et de travail.

En 1890, à l'initiative de plusieurs associations a lieu la première "célébration" du 1er Mai en Argentine. Près de 2000 ouvriers assistent au meeting et élaborent un "programme de revendications" de 12 points (dont la journée de 8 heures, l'interdiction du travail pour les moins de 14 ans, l'abolition du travail nocturne, la création de tribunaux de travail ...).

Le 29 juin 1890, la première organisation ouvrière fédérative est formée: la Fédération des travailleurs de la région argentine. Lors de son 1er congrès (en janvier 1891) elle se déclare comme étant socialiste - c'est-à-dire social-démocrate (le Parti socialiste ouvrier argentin est marxiste révisionniste, comme le Parti socialiste allemand). Or, dans les syndicats, les anarchistes sont majoritaires. Les tensions entre la direction socialiste et la base anarchiste provoqueront l'éclatement et la dissolution de la Fédération en octobre 1892.

Deux ans plus tard (le 11 juin 1894) une deuxième fédération est créée. Ressemblant plus à une organisation politique qu'à une organisation syndicale elle disparaîtra très vite pour les mêmes raisons que la première. Une troisième (en 1897) et une quatrième (en 1900) tentati-

ves, faites à l'initiative du PSOA, échouent aussi.

Le 1er janvier 1901 parait pour la première fois « La Organizacion », journal socialiste qui œuvrera beaucoup pour la création d une centrale ouvrière. En vingt ans, les choses ont beaucoup évolué : les grèves sont devenues des phénomènes courants et non plus extraordinaires. Par exemple en 1896, 26 000 ouvriers ont été Impliqués dans diverses luttes (notamment; celles des constructeurs de voitures et la mémorable lutte des cheminots). Aussi, les travailleurs commençaient à ressentir la nécessité d'avoir une véritable organisation au niveau national.

2. Fondation de la FOA

Le 25 mai 1901, un congrès ouvrier se tient à Buenos Aires et débouche sur la création de la Federacion Obrera Argentina (FOA : Fédération Ouvrière argentine). De nombreux anarchistes y participent, ils sont mêmes majoritaires. Citons Pietro Gori, célèbre propagandiste Italien et grand orateur qui a joué un grand rôle dans la défaite des anarchistes anti-organisationnels. Avant toute chose, une motion stipulant que *« la FOA n'a aucune sorte de compromis avec les partis socialiste ou anarchiste* » est approuvée à l'unanimité des 50 délégués présents. Le congrès se prononce ensuite en faveur de la grève générale et du boycott, pour une baisse des loyers, et organise le système de cotisation et le mode de représentation des délégués. C'est lors de son IVe congrès que la FOA changera de nom pour devenir la FORA.

Mais quelques mois plus tard (en novembre 1901) les premières scissions apparaissent. « La Organizacion » refuse de devenir l'organe de la FOA comme il en avait été convenu lors du congrès. Elle devient en fait le porte-parole de la minorité socialiste de la FOA et émet une déclaration de principes destinée à créer une autre centrale ouvrière en évoquant « *l'impraticabilité de la FOA et la désorganisation des syndicats* ».

Pendant cette période de nouvelles grèves éclatent, surtout dans les ports et à Buenos Aires (celles des dockers, des ouvriers boulangers, grèves dans les industries graphiques du marbre, de cigarettes, de tailleurs de pierre...). A noter aussi les événements de Rosario (en octobre 1901) : lors d'une grève - comme toutes les grèves de l'époque, portant sur les salaires et le temps de travail - dans une raffinerie de sucre à Rosario, un ouvrier fut tué par la police. Les ouvriers réagissent et organisent une grève générale à Rosario, et des manifestations de protestation ont lieu dans les grandes villes argentines. Les luttes des années 1900-1902 eurent pour conséquence de nouveaux syndicats qui, dans la plupart des cas, adhérent à la FOA.

Malgré les rivalités entre socialistes et anarchistes, le IIe congrès de la FOA se tient les 19 et 20 avril à Buenos Aires : 76 délégués représentant 48 syndicats y assistent. Au début du congrès un événement important se produit : se servant d'un prétexte bidon (le congrès devant statuer sur la représentativité des délégués décida qu'un certain Toricelli, journaliste - et important socialiste - ne pouvait représenter le syndicat des dockers de La Plata) 19 syndicats représentant 1 730 adhérents sur les 9 410 que comptait la FOA se retirent du congrès. Néanmoins, le congrès continue et diverses motions sont adoptées : réaffirmation de l'indépendance de la FOA vis-à-vis des partis politiques, décision de constituer des fédérations locales de syndicats, affirmation de l'autonomie de chaque société ; motions pour la propagande antimilitariste, pour l'internationalisme, pour l'abolition du travail nocturne et du travail à forfait, pour la création de coopératives, etc. De plus, elle décide de faire son propre cortège pour la manifestation du 1er Mai, rejetant ainsi l'offre du PSOA qui l'invitait a se joindre à son propre cortège.

Vingt jours à peine après le congrès de la FOA, les 19 syndicats dissidents se regroupent en un « Comité de propagande syndicale », bien accueilli par les journaux socialistes. Ce comité se transformera plus tard en une Union générale des travailleurs (UGT). Donc, dès juin 1902, deux centrales syndicales existent en Argentine : la FOA d'un côté, la future UGT de l'autre.

3. Les luttes en 1902-1903 -"La loi de résidence"

La deuxième moitié de l'année 1902 verra une amplification et surtout une radicalisation des luttes. Grève de dockers, qui demandaient la journée de 8 heures, à Bahia Blanca : 43 grévistes sont emprisonnés. En août 1902 une énorme grève des ouvriers boulangers (qui réclament une augmentation et de meilleures conditions de travail) se termine violemment : le gouvernement ferme le local de la FOA et permet aux patrons d'utiliser des armes pour se « défendre ». Novembre 1902 : une grève de dockers, commencée à Buenos Aires s'étend à plusieurs ports du pays. Le même mois, 5 000 employés du Marché central de fruits de Buenos Aires se mettent en grève avec un paquet de revendications (journée de 9 heures, abolition du travail à forfait, hausse de leurs misérables salaires...). Les dockers et les conducteurs de voiture se déclarent en grève par solidarité. La grève s'étend rapidement à d'autres secteurs et en province, et devient générale. Les classes dominantes s'inquiètent, l'Etat réagit et déploie des troupes dans la capitale. Le 22 novembre, le Sénat et la Chambre des députés votent une « loi de résidence » qui stipule que tout étranger qui « *compromet la sécurité nationale ou perturbe l'ordre public* » peut

être expulsé sous 3 jours, sans aucun procès. Deux jours plus tard, l'état de siège est décrété pour combattre l'agitation ouvrière.

Longue est la liste de militants expulsés (n'oublions pas que l'Argentine est un pays d'Immigration). De nombreux grévistes sont déportés en Terre de Feu - la Sibérie argentine - ou emprisonnés en masse en vertu de l'état de siège. Les journaux ouvriers sont interdits, les locaux fermés. Les luttes en cours s'effondrent. La loi de résidence, qui permet au gouvernement d'expulser tout militant n'ayant pas la nationalité argentine, restera, malgré les grèves et les actions qu'entreprendront ultérieurement les organisations ouvrières, en vigueur pendant des dizaines d'années. L'état de siège, lui, se termine le 6 janvier 1903.

Les 7, 8 et 15 mars 1903 a lieu à Buenos Aires le congrès constitutif de l'UGT. Elle se déclare Indépendante, une motion disant que « *les ouvriers doivent donner leurs votes aux partis qui ont dans leur programme des réformes concrètes de la législation du travail* » est toutefois approuvée.

Début juin 1903, 80 délégués assistent au IIIe congrès de la FOA. Bien qu'étant plus Importante que l'UGT, elle a été considérablement affaiblie par la création de celle-ci et surtout à cause des persécutions que ses militants ont subies pendant l'état de siège. Lors de ce congrès, la FOA s'affirme comme étant révolutionnaire et critique sévèrement l'action législative et parlementaire qui « *réduit le socialisme à un étroit esprit de parti* ». L'orientation anarchiste s'accentue.

Les luttes en 1903 sont beaucoup moins intenses qu'en 1902 grèves des tailleurs de pierre, des conducteurs de voitures des maçons, des marins, des fabricants de chaussures, etc. La plupart d'entre elles se terminent par la satisfaction des revendications. De nombreux syndicats autonomes, plus ou moins importants, refusant de rejoindre la FOA ou l'UGT, sont créés. Fin 1903 et surtout début 1904, le mouvement ouvrier se réorganise et les luttes se développent à un rythme croissant, surtout en province (« l'intérieur ») et touchent de nouveaux secteurs de production. L'année 1904 sera spécialement marquée par les nombreuses luttes des cheminots dans tout le pays (la plus importante, en mars, mobilise 12 000 ouvriers et employés) dont quelques-unes seront réprimées par les troupes. La Confédération ferroviaire est crée. Le 1er Mai 1974 sera sanglant. Lors de la manifestation de la FOA (un autre cortège - plus petit - regroupait le PSOA et l'UGT), les policiers chargent la foule: un ouvrier est tué et il y a plusieurs dizaines de blessés.

4. Du IIIe au Ve congrès : croissance des forces révolutionnaires

Entre-temps avait eu lieu le IIe congrès de l'UGT (du 23 au 26 avril 1904). Soixante-douze délégués représentant 43 syndicats et 7 400 adhérents participèrent à ce congrès qui marqua un rapprochement avec le PSOA (Parti socialiste) : « *le IIe congrès invite les travailleurs fédérés à exercer leurs droits politiques (...) pour que s'établisse une législation ouvrière de défense des intérêts du travail* ».

Justement, début mai 1904, le ministre de l'Intérieur présente sa « Loi nationale du travail » qui, entre autres, légalise la journée de 8 heures, le jour de repos hebdomadaire, mais réglemente le droit de grève, institutionnalise les syndicats et donne le droit à l'Etat de réagir violemment en cas de grève « illégale ». Le Parti socialiste, ainsi que l'UGT rejetteront cette loi qui « veut paralyser l'action revendicative de la classe ouvrière ».

Deux mois plus tard (30 juillet-2 août) se tient le IVe congrès de la FOA. La fédération s'est sensiblement agrandie depuis le IIIe congrès : elle compte 66 syndicats et 32 893 adhérents cotisants. Les délégués des 56 associations présentes au congrès décident la création d'un « Fond du soldat » pour la propagande antimilitariste et pour aider les déserteurs. Ils se prononcent ensuite pour la grève générale (l'école de la révolte), pour la libération de la femme, contre le travail de nuit et le travail à forfait, et pour le rejet de la Loi nationale du travail, etc. La FOA décide aussi de changer de dénomination : désormais elle s'appellera FORA ajoutant l'adjectif « régional » car le congrès n'accepte pas la division politique du globe et estime qu'une nation n'est qu'une région du monde. Après avoir l'autonomie de chaque organisation adhérente, le congrès décide de doter la FORA d'un « Pacte de solidarité » qui a pour dernier paragraphe cette célèbre déclaration : « *Notre organisation, purement économique, est différente et opposée à celle de tous les partis politiques bourgeois et ouvriers, vu que ces derniers s'organisent pour la conquête du pouvoir politique, alors que nous nous organisons pour que les Etats politiques et juridiques actuellement existants soient réduits à des fonctions purement économiques et pour que s'établisse à leurs places une libre fédération de libres associations de producteurs libres* ».

La fin de l'année 1904 sera marquée par les tragiques événements de Rosario. Le 20 novembre, les vendeurs se mettent en grève (ils réclament la journée de 8 heures, le jour de repos hebdomadaire, la reconnaissance des syndicats par les patrons). A cause des policiers qui chargent les vendeurs sortant d'une réunion syndicale, les boulangers de la ville se déclarent en grève le 22 novembre. Le même jour, la police arrête un ouvrier de 19 ans et l'abat froidement dans la rue. La fédération locale de Rosario décide la grève générale pour 48 heures et appelle à une manifestation de « protestation et de

deuil » vers le cimetière. Sans aucune raison apparente, la police attaque le cortège : 3 morts (dont un enfant de 10 ans) et plus de 50 blessés. La grève à Rosario est prolongée et la FORA, appuyée par l'UGT, appelle à une grève générale nationale les 1er et 2 décembre. La solidarité ouvrière est impressionnante : toutes les villes du pays sont paralysées. On peut aussi observer l'énorme influence qu'a la FORA au sein du mouvement ouvrier.

En janvier 1905, de nouvelles luttes pour de meilleurs salaires et des journées de travail plus humaines sont menées. Plusieurs grèves éclatent, dont la plus importante est cette menée par la Confédération ferroviaire. Le 4 février, alors que les grèves se multiplient, une tentative de coup d'Etat militaire éclate. Le président Quintana décrète l'état de siège pour une durée de 30 jours, officiellement pour poursuivre les auteurs du putsch. Mais, en fait, c'est le mouvement ouvrier qui est visé : les grèves sont réprimées.

L'état de siège ayant été prolongé à 90 jours, la célébration du 1er Mai a lieu le 21 mai. Alors que le cortège (FORA et UGT manifestaient ensemble) arrivait à son point de dislocation, quelqu'un agite un drapeau rouge (son utilisation avait été interdite par les autorités). N'attendant que ça, la police attaque et décharge ses revolvers sur la foule, faisant 2 morts et 20 blessés.

Trois mois plus tard, du 12 au 18 août 1905, des délégués de 72 syndicats représentant 7 659 cotisants assistent au IIIe congrès de l'UGT. Une tendance syndicaliste révolutionnaire, encore minoritaire, s'était développée en son sein. l'UGT redevient favorable à la grève générale « *non seulement comme un moyen de lutte (...) mais aussi comme une école d'éducation morale pour les ouvriers* ». L'action politique n'est plus une nécessité mais devient simplement « *secondaire et complémentaire* » par rapport à l'action directe sur le plan économique. De plus, l'UGT propose un pacte je solidarité à la FORA pour *« unifier les forces et les actions de la classe ouvrière* », posant comme seule condition qu'un tel pacte « *ne porte pas préjudice aux méthode de lutte de l'UGT* ».

Fin août, la FORA tient son Ve congrès - y participent 41 syndicats, 5 fédérations locales (53 syndicats) et une fédération de métiers - soit en tout 98 associations. Une ovation est donnée - en son absence - à S. Planas, anarchiste qui avait tenté d'assassiner le président de la République Quintana le 11 août, pour venger la classe ouvrière des événements du 21 mai. Le pacte de solidarité de l'UGT est rejeté : la FORA considère que tout pacte écrit avec l'UGT serait « *inutile, inefficace et contre-productif* ». Mais elle estime que rien ne l'empêchera de coopérer librement avec l'UGT, car *« la solidarité ne se décrète pas : elle est inhérente à l'espèce* ». (Les délégués, en fait, n'appréciaient pas la condition sur les méthodes de lutte estimant que cette

condition est « *l'unique point qui donne raison d'être à plusieurs organisations ouvrières (...) et annule complètement la formation d'un accord écrit* »). Le congrès débat ensuite sur certains points et adopte des motions pour combattre la loi nationale du travail, pour préparer des actions contre la « loi de résidence », en vue du congrès syndical sud-américain, pour les écoles libres et contre certains vices, sur les méthodes de lutte, etc. Mais le Ve congrès est surtout connu pour cette célèbre déclaration, qui fera couler tant d'encre : « *Le Ve Congrès ouvrier régional argentin, conséquemment aux principes philosophiques qui ont donné raison d'être à l'organisation des fédérations ouvrières, déclare qu'il approuve et recommande à tous ses adhérents la propagande et l'illustration la plus ample pour inculquer aux ouvriers les principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste* ». Désormais, la FORA sera fixée idéologiquement

5. FORA/UGT: union dans l'action ou fusion ?

La fin de l'année 1905 sera marquée par un nouvel état de siège. Le 18 septembre, les dockers de Rosario se mettent en grève et le mouvement s'étend à tous les ports argentins; début octobre, les matelots de Buenos Aires entrent dans la lutte. En même temps, les cheminots de Rosario menacent de se mettre en grève. C'en est trop pour les classes dominantes : l'état de siège est décrété. Emprisonnements et déportations, interdiction de la presse ouvrière... sont de nouveau l'ordre du jour. A l'appel de la FORA et de l'UGT, une grève générale très suivie a lieu les 10 et 11 octobre, mais elle n'empêchera pas l'écroulement des luttes en cours. Pourtant, peine l'état de siège terminé (janvier 1906), de nouvelle grèves très Intenses éclatent et malgré l'utilisation massive du lock-out, elles se terminent presque toutes par des victoires. En effet 1906, et surtout 1907, seront des années de grand agitation ouvrière.

Du 19 au 23 septembre 1906 se tient le VIe congrès , de la FORA. Seulement 55 des 105 organisations la composant participent. Des discussions sur la grève générale (que certains délégués considèrent inefficace), sur les moyens de s'opposer au lock-out, sur les accidents de travail et sur l'éducation ouvrière ont lieu. La FORA se prononce encore une fois contre les coopératives (alors que l'UGT est pour). Mais le fait marquant du VIe congrès est la proposition de faire un congrès en vue d'unir *« en un seul organisme fédéral toutes le institutions ouvrières du pays* ».

L'UGT, lors de son IVe et dernier congrès (décembre 1906) accueille très favorablement l'idée d'un congrès d'unification ainsi que plusieurs syndi-

cats autonomes. Pourtant quelque voix, presque toutes extra-syndicales, s'élèvent contre l'unification, dont celle du principal journal anarchiste, « La Protesta » pour qui une telle union impliquerait l'abdication des idéaux.

Le congrès d'unification a lieu le 28 mars 1907. Plus de 20 délégués (la majorité d'entre eux sont anarchistes) représentant quelques 150 syndicats y assistent. Le pacte de la FORA est pris comme base de discussion. Les débats sont riches et virulents. Pourtant le congrès va échouer lorsque pour 62 voix, 9 contre et 38 abstentions est votée une motion disait que le congrès *« recommande la propagande du communisme anarchiste au sein de toutes les sociétés, ainsi que la discussion de toutes les idées »*. Les délégués des syndicats UGT et de nombreux autonomes se retirent du congrès.

De nombreux anarchistes ont critiqué la position de leurs compagnons qui ont empêché l'unité. Ainsi, Luigi Fabbri critique cette action qui a « *détruit la solidarité ouvrière* » en la qualifiant d' « *anti-libertaire et d'autoritaire, un acte de violence morale de la majorité sur la minorité* ». Mais pour la plupart des anarchistes présents au congrès, il n'en était pas ainsi. Selon eux (et ces arguments seront mis en avant lors des futures tentatives de fusion), le syndicat a sa finalité propre en se prononçant contre l'oppression et l'exploitation qui existent. Pourquoi ceux qui acceptent la phrase du pacte disant qu'ils recherchent l'émancipation intégrale refusent une définition catégorique qui explique en quoi consiste cette émancipation pour laquelle ils luttent ? La recommandation du communisme anarchiste n'est pas une imposition. D'abord, parce que chaque société peut l'appliquer ou non en fonction de ses intérêts, mais aussi parce que dans ces cas-là, il y aurait aussi une imposition lorsque se dégagent des majorités en faveur de la grève générale, etc. De plus, selon eux, unité n'était pas synonyme de fusion. Il leur était préférable d'avoir une unité dans l'action qu'une unique organisation neutre, les moyens de lutte étant indissociables de l'organisation. Mais alors pourquoi avoir appelé à un congrès d'unification ?

6. Des hauts et des bas ; la « Semaine rouge »

Donc le mouvement syndical argentin est toujours divisé, mais paradoxalement on assiste en 1907 à une recrudescence des luttes qui atteignent une ampleur et une intensité encore inconnues en Argentine (selon le ministre du Travail, 170 000 ouvriers furent impliqués dans des grèves à Buenos Aires, chiffre qui ne sera pas dépassé ni atteint avant 1919). Cette année connaîtra en effet de nombreuses grèves (la plupart du temps pour des augmentations de salaire et pour la journée de 8 heures) ainsi que deux grèves

générales. La première, qui toucha plus de 150 000 travailleurs, fut déclarée par la FORA et l'UGT en janvier pour appuyer la fédération locale de Rosario et tout particulièrement les conducteurs de véhicules de cette même ville. L'autre fut déclarée pour protester contre les tragiques événements de Bahia Blanca où, lors d'une assemblée tenue par des mineurs grévistes, l'armée ouvrit le feu faisant 6 morts et 24 blessés.

Pour clore cette chaude année, la FORA tient son VIIe congrès du 15 au 19 décembre, 28 syndicats et 3 fédérations locales y assistent. Une motion rejetant toute tentative de fusion avec l'UGT est approuvée. La FORA ratifie aussi son caractère idéologique en envoyant un salut au Congrès International Anarchiste d'Amsterdam. D'autre part, on planifie une grève générale pour le 13 janvier 1908 pour demander l'abrogation de la « Loi de résidence », de nombreux immigrés ayant été expulsés au cours du 2e semestre 1907 en vertu de cette loi.

La grève générale, très peu suivie est un échec pour la FORA. Les années 1908 et 1909 se caractériseront d'ailleurs par une nette retombée de l'action. Nonobstant, le mouvement ouvrier connaîtra un soubresaut en mai 1909, pendant la « Semaine rouge ». Le 1er Mai 1909, la manifestation de la FORA est subitement dissoute par la police qui tire sur la foule à bout portant : on dénombre 8 morts et plus de 100 blessés. Une grève générale de protestation est proclamée conjointement par la FORA et l'UGT à partir du 3 mai. Plus de 250 000 travailleurs sont en grève. Mais la répression continue : plusieurs ouvriers sont blessés, voire tués lors d'attaques policières ; les centres et les locaux ouvriers sont fermés, au moins 2 000 militants sont emprisonnés ou déportés. Finalement, la grève cesse le 9 mai lorsque le gouvernement accepte de rouvrir les locaux et de libérer les militants emprisonnés.

7. Recomposition du panorama syndical, toujours dominé par la FORA

Les 25 et 26 septembre 1909 a lieu un nouveaux congrès d'unification syndicale, y participent 42 syndicats (ceux de l'UGT, quelques autonomes et 10, parmi les plus importants, de la FORA). La réunion débouche sur la création de la Confédération Ouvrière Argentine (CORA). La CORA adopte intégralement le pacte de la FORA - exception faite du paragraphe sur le communisme anarchiste. Les secrétariats comprennent des syndicalistes révolutionnaires, des socialistes et quelques anarchistes. Tous les syndicats de l'UGT et plusieurs autonomes rentrent à la CORA. Mais la FORA, lors d'une réunion le 30 octobre, se prononce contre la fusion et seuls quelques uns de

ses syndicats optent pour la CORA.

Entre temps, l'exécution de Francisco Ferrer a une grande répercussion en Argentine : tous les syndicats appellent à la grève générale les 16 et 17 octobre. Le 18, 20 000 personnes manifestent contre la monarchie espagnole à Buenos Aires. Le 14 novembre 1909, le colonel Falcon, responsable de la répression lors de la « Semaine rouge » est assassiné par un jeune ouvrier anarchiste, Simon Radowitzsky. Les autorités profitent de cet acte individuel pour lancer une répression contre les mouvements anarchiste et socialiste : proclamation de l'état de siège de deux mois, fermeture des locaux ouvriers, interdiction de la presse révolutionnaire, emprisonnement ou déportation de plusieurs centaines de militants... Alors que l'action revendicative avait été nulle pendant l'état de siège, à peine celui-ci est terminé que le mouvement ouvrier reprend pied.

Cinquante-six organisations participent au VIIIe congrès de la FORA qui se déroule du 23 au 25 avril 1910. On propose à toutes les organisations ouvrières d'adhérer à la FORA. Pendant ce temps, une grève générale se prépare. En effet, le gouvernement s'apprête à célébrer le centenaire de la Révolution de Mai (25 mai 1810, elle marque le début de la route vers l'indépendance, finalement acquise le 9 juillet 1816). Début mai, la CORA d'abord, puis ensuite la FORA, appellent a une grève générale illimitée à partir du 18 mai pour demander l'abolition de la « loi de résidence », la liberté pour les militants ouvriers emprisonnés et une amnistie pour les déserteurs au service militaire. Pour les autorités, il n'en est pas question: le 13 mai, l'état de siège est proclamé. Les rédactions des quotidiens anarchistes « La Protesta »_et « La Batalla » (nouveau quotidien du soir existant depuis mars) et de l'hebdomadaire « Accion Socialista » sont emprisonnées. Les locaux de ces journaux sont incendiés par des policiers et des groupes de patriotes, tout comme de nombreux locaux ouvriers. Des centaines de militants, dont les dirigeants de la FORA et de la CORA, sont déportés. La terreur répressive est efficace : la grève générale échoue, le mouvement ouvrier est à genoux et mettra plusieurs années à se relever, alors qu'en juin 1910 des nouvelles lois réactionnaires sont votées, les « lois de défense sociale », dont un article interdit l'entrée d'anarchistes en Argentine.

En février 1911, les grèves des ouvriers de la pierre de Tandil sont noyées dans le sang. Six mois plus tard, une grève des ouvriers de la compagnie des eaux de Mar del Plata est durement réprimée : 1 mort, plusieurs blessés et de nombreuses arrestations. La répression étatique est à son maximum. La FORA est réduite à une vie végétative. Pourtant, début 1912, 40 000 ouvriers soutiennent des grèves un peu partout dans le pays, sans grand

résultat. En même temps, les cheminots livrent un combat de deux mois pour obtenir une réglementation du travail, combat qui sera perdu à cause de l'intervention de l'Etat, qui avait mis ses troupes à la disposition des entreprises. En juillet 1912, le prolétariat rural des principales zones agricoles sort de son long sommeil et se met en grève pour protester contre l'extrême précarité de sa situation.

8. Vers la fusion syndicale. IVe congrès de la FORA

Fin 1912 (du 30 novembre au 2 décembre) un autre (le 3e congrès d'unité syndicale auquel participent quelques 100 délégués représentant plus de 60 syndicats de la FORA, de la CORA et des autonomes. Presque tous s'accordent pour s'unir en une seule organisation prenant comme base le pacte de la FORA du IVe congrès (donc sans la recommandation du communisme-anarchiste). Mais vu que la plupart des délégués avaient un mandat restreint, une commission est nommée jusqu'au congrès constitutif qui aurait dû se tenir quelques mois plus tard. Mais fin décembre, lors d'une réunion, la FORA décide brusquement qu'elle ne participera pas au congrès constitutif et conseille aux sociétés fédérées de « *ne pas concourir au congrès et de maintenir la FORA* » car « *les bases présentées pour l'unification ne sont pas plus amples que notre propre pacte de solidarité* ».

Les conflits pendant les années 1913-1914 sont très souvent des luttes défensives, l'Argentine connaît une grave crise économique et on compte plus de 100 000 chômeurs. Parmi les luttes, retenons les grèves des cheminots, menées par la Fédération ouvrière des cheminots (la FOF, qui était apparue lors des grèves de 1912) pour diverses raisons (licenciements, salaires), celle des conducteurs de trams de Rosario.

Les 27 et 28 juin 1914 se tient à Buenos Aires le ler congrès de « concentration ouvrière » de la CORA, qui compte 10 000 adhérents. Constatant le morcellement du mouvement ouvrier argentin, ce congrès pose à nouveau le problème de l'unité syndicale. Un pas en avant sera fait : on envisage une possible adhésion en masse à la FORA *« pour une action plus efficace de la classe ouvrière* », qui sera effectivement décidée lors du 2e congrès de concentration le 26 septembre. Entre temps, contact avec la FORA avait été pris : en effet, la condition implicite pour adhérer à la FORA était que celle-ci supprime de son pacte la recommandation du communisme anarchiste. A quoi le conseil fédéral de la FORA avait répondu que la propagande de celui-ci n'est pas obligatoire, chaque société pouvant l'appliquer ou non en fonction de ses intérêts. Mais qu'une telle recommandation pouvait

être annulée lors d'un congrès. Les syndicats de la CORA, ainsi que plusieurs syndicats autonomes rejoignent donc la FORA. Lors de son 1er congrès (67 mars 1915) la puissante FOF, qui compte alors 15 000 adhérents décide aussi de rentrer à la FORA.

Du 1 er au 4 avril 1915 se tient, dans une atmosphère très chaleureuse le IXe congrès de la Fédération Ouvrière Régionale Argentine tant attendu. Y participent des délégués de 56 associations (y compris de nombreuses fédérations locales) le premier débat abordé concerne la finalité de la FORA : après d'âpres discussions est adoptée par les trois quarts des organisations un texte qui fait perdre à la fédération son caractère spécifiquement anarchiste : on peut y lire que « *la FORA (...) comprend diverses tendances idéologiques et doctrinaires (...) bien que ses actions doivent s'encadrer dans l'orientation révolutionnaire de la lutte des classes et de l'action directe. (...) La FORA refuse de se prononcer ou de conseiller l'adoption de systèmes philosophiques ou idéologiques déterminés* » tout en encourageant « *la plus ample et tolérante discussion (sur ces thèmes), afin de maintenir l'unité organique des ouvriers fédérés* ». Le congrès prend ensuite diverses résolutions contre les trusts, contre le protectionnisme, pour le boycott comme la forme efficace de lutte, pour la création de caisses de résistance, contre la limitation de l'immigration, pour la grève générale, ainsi que de nombreuses motions sur d'autres thèmes (éducation, antimilitarisme, problèmes agraires, salaire minimum, etc.). Un nouveau conseil fédéral, où toutes les tendances, sont représentées, est élu.

Mais, à peine un jour après le congrès, la division renaît. « La Protesta », connue pour sa position anti-unioniste, se fait l'écho de ceux qui veulent une FORA anarchiste, ceux pour qui la finalité de l'organisation syndicale n'est pas seulement la recherche d'augmentations salariales mais aussi la réalisation du projet anarcho-syndicaliste. Le 2 mai, lors d'une réunion, une minorité de délégués anarchistes (représentant 21 syndicats) refusent de reconnaître le IXe congrès et résolvent de maintenir la déclaration du Ve congrès sur le communisme-anarchiste. Un conseil fédéral est nommé. Il y désormais deux FORA : la FORA du IXe congrès dite « syndicaliste » et la FORA se réclamant du Ve congrès dite « quintiste » ou « communiste ». Pour le moment, la majorité des anarchiste décident de rester dans la FORA du IXe congrès.

9. La "Semana tragica "

Les luttes en 1915-1916 sont relativement peu intenses, exception faite

des grèves menées par 5 000 ouvriers-marins (dockers, conducteurs...) fin 1916, qui obtiendront satisfaction mais où certains éléments de la FORA du IXe congrès adopteront des attitudes franchement réformistes. La réaction patronale dans les ports consistera en la création de syndicats jaunes, d'où de nouvelles grèves de dockers qui obtiendront satisfaction en avril 1917. De juin à octobre 1917 (puis en janvier-février et juin 1918), les cheminots mèneront de grandes grèves dans plusieurs dépôts. La grève générale, décidée par la FOF en septembre 1917, paralyse pendant 24 jours tout le pays. Ces grèves auront une grande répercussion et susciteront de nouvelles luttes, surtout dans l'industrie en 1917 et 1918, ces années connaissant le plus grand nombre de grève depuis 1907.

Ce qui n'est rien comparé à 1919. En effet, cette année est probablement le moment culminant de l'action des masses surtout pendant les premières semaines de janvier lors des événements connus sous le nom de la « Semana tragica » (la Semaine tragique) : le 7 janvier, un incident se produit entre des ouvriers métallurgistes en grève de l'usine Vasena, Buenos Aires, et des jaunes. La police intervient et tire sui les grévistes, faisant 4 morts et 20 blessés. La FORA « communiste » appelle à une grève générale illimitée alors que la FORA « syndicaliste » appelle à une grève générale de 24 heures. Le 8 janvier, alors que 200 000 personnes assistent aux funérailles des victimes, la police décharge ses revolvers sur la foule, tuant 50 personnes et en blessant au moins 100. Le jour suivant, la grève est totale. La capitale est paralysée. Des barricades sont érigées et des armureries et des magasins sont pris d'assaut par les ouvriers. Trente mille soldats occupent Buenos Aires; des batailles ont lieu entre des travailleurs armés et la police et les escadrons de la Ligue patriotique. Le 10 Janvier, la FORA « syndicaliste » signe un pacte avec le gouvernement, en promettant de faire cesser les grèves si les métallurgistes de Vasera obtiennent satisfaction et si les prisonniers politiques sont libérés. Mais elle n'est pas écoutée et, au contraire, la grève s'étend à toutes les grandes villes du pays. Pourtant, dès le 12 janvier, le mouvement commence à décliner pour finalement s'écrouler quelques jours plus tard. En une semaine, le bilan est tragique : plus de 700 ouvriers tués, 2 000 blessés, 50 000 arrêtés. De nombreux locaux sont fermés. « La Protesta » est de nouveau interdite (et, le 4 mai, tous les journaux anarchistes le seront). Cette même année, les autres luttes sont aussi très intenses tournant autour de problèmes salariaux et de la semaine de 44 heures, exigée par la FORA du IXe congrès, ainsi que des actions contre un projet de loi réactionnaire finalement retiré. Il faudra attendre très longtemps avant de connaître une année aussi agitée.

10. Nouvelle donne

Toutes ces grèves ont eu pour conséquence un grossissement considérable des syndicats, bien que les chiffres sur cette période soient très contradictoires. De toutes façons, il semble clair que, depuis 1915, l'anarcho-syndicalisme a perdu la supériorité numérique qu'il détenait depuis le début du siècle. Ainsi, 127 syndicats représentant 36 000 adhérents assistèrent au Xe congrès de la FORA « syndicaliste » fin 1918. Cette même organisation comptait 45 000 adhérents début 1919 et 95 000 en 1920. La FORA « communiste » (anarchiste) comptait 35 000 adhérents en 1919 et 70 000 en 1920. Mais, compte tenu du nombre encore important d'anarchistes dans la FORA « syndicaliste », on peut dire que les libertaires restèrent majoritaires dans les syndicats au moins jusqu'en 1920.

Fin septembre-début octobre 1920 se tient un congrès extraordinaire de la FORA « quintiste ». Y assistent des délégués de 220 sociétés adhérentes et de 56 syndicats autonomes. Les participants décident de maintenir le système fédéraliste - fédérations locales et offices (alors que la FORA « syndicaliste » s'orientait vers un système de fédérations d'Industrie). Après avoir adopté un nouveau mode de cotisations, la discussion passe sur le thème de la fusion. Il est décidé que chaque fois qu'un projet d'union sera présenté, le conseil fédéral devra passer en referendum les syndicats adhérents sur ce projet pour décider si la FORA devra ou non l'adopter. Le congrès, après avoir confirmé le fameux paragraphe sur le communiste anarchiste par une large majorité, décide de renforcer la propagande parmi le prolétariat rural. Au point de vue international, il est décidé que la FORA appuiera tout pas permettant de créer une véritable Internationale révolutionnaire (elle enverra des délégués à Berlin en décembre 1922 lors de la fondation de l'AIT, dont elle sera membre). La FORA "syndicaliste", elle, avait adhéré à l'Internationale d'Amsterdam (FSI). Le congrès exprime aussi sa solidarité avec la Révolution russe.

Mais on touche là à un point délicat. Comme partout dans le monde, l'influence bolchevique fut importante en Argentine, faisant apparaître un courant autoritaire tant dans la FORA « syndicaliste », où de nombreuses sections font leur le projet marxiste-léniniste, que dans la FORA « quintiste » où surgit un courant « anarcho-dictatorial » qui causera de nombreuses polémiques internes.

Auparavant, la FORA « syndicaliste » avait eu de vives discussions avec le Parti Socialiste qui voulait mettre sous son influence la Confédéra-

tion ferroviaire, héritière de la FOF. Finalement, en octobre 1922, sera créée l'Union Ferroviaire (UF), majoritairement acquise au PS et qui comptera 30 000 adhérents dès sa fondation.

Le XIe (et dernier) congrès de la FORA « syndicaliste » se déroule du 29 juin au 5 février 1921. En effet, après avoir rejeté, malgré l'insistance des communistes (bolcheviques) une éventuelle adhésion au Komintern, le congrès désigne un comité pro-fusion chargé d'organiser un énième congrès d'unification. Ce congrès, qui a lieu début mars 1922 (la FORA « quintiste », n'ayant pas intégré le comité pro-fusion, n'y participe pas) débouche sur l'apparition d'un nouveau sigle : USA (Union Sindical Argentina) qui n'est rien d'autre que la FORA du IXe congrès plus quelques syndicats autonomes. D'emblée, l'USA s'affirme révolutionnaire, primant l'action directe comme meilleur moyen de lutte contre le capitalisme et adopte la thèse « *tout le pouvoir aux syndicats* » en cas de révolution sociale, mais, en même temps déclare être l'unique avant garde révolutionnaire du prolétariat argentin.

11. La Patagonie rebelle

Entre temps, des luttes importantes avaient lieu. L'année 1921 fut très sanglante. En avril et en mal, les ouvriers récemment syndiqués des usines de traitement de quebracho à la Forestal dans le Chaco, soutiennent la grève pour améliorer leur condition de vie presque animale. La police, à la solde des exploiteurs, puis l'armée, se chargent de réprimer violemment le mouvement, tuant une vingtaine d'ouvriers. A Gualeguaychu (Entre-Rios), le 1er Mai, plusieurs travailleurs sont tués par les bandes de la Ligue patriotique.

C'est aussi pendant cette même période que se dérouleront les événements qui, plus tard, entreront dans l'histoire du mouvement ouvrier international sous le nom de *la Patagonie tragique*, événements qui verront toute la Patagonie australe entrer en état de rébellion totale. La grève qui commença d'abord parmi les salariés de Rio Gallegos, petite capitale régionale, s'étendit comme une tache d'huile chez les « peones », ces misérables travailleurs agricoles des grandes haciendas (spécialisées dans la laine et la viande de mouton) dans toute la région, sous l'impulsion de la Sociedad Obrera de Rio Gallegos et de son principal dirigeant, l'anarchiste Antonio Soto. Le gouvernement, craignant de perdre la Patagonie où il n'existait pas encore d'administration stable, mais surtout pour protéger les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes anglais (qui possédaient les frigorifiques) dépêche un corps expéditionnaire commandé par le général Varéla, chargé de réprimer violemment les grèves. Plus de 1 500 travailleurs furent massacrés, fusillés,

souvent torturés, par l'armée après avoir été faits prisonniers. S'il n'y eut aucune réaction de soutien, ce fut parce que toute l'affaire fut étouffée. Les délégués envoyés par la FORA « quintiste » sur place furent immédiatement fusillés, alors que la FORA « syndicaliste » collabora avec le gouvernement.

Ironie du sort, ce fut sous Irigoyen, radical, premier président a être élu au suffrage universel (1916) et qui supprima la peine de mort, que furent réprimés les mouvements de la Semana Tragica et de la Patagonie tragique.

Le général Varela sera assassiné en janvier 1923 par un anarchiste non violent, K. Wilckens, qui pensa ainsi venger les travailleurs morts dans le Grand Sud.

12. Creux syndical

La FORA tient son IXe congrès (celui de 1915 n'ayant jamais été reconnu) du 31 mars au 6 avril 1923, à Buenos Aires. Parmi les motions adoptées, une signale la défaite des « anarchobolchevistes » (souvent passés à l'USA) : « *On rejette absolument, comme moyen transitoire ou définitif, la dénommée dictature du prolétariat ou n'importe quelle sorte de dictature qui essaiera de s'établir en période révolutionnaire* ». On décide aussi d'amplifier la campagne en faveur de Sacco et Vanzetti. Suite à l'assassinat de Wilckens dans sa prison, la FORA appelle à une grève générale du 16 au 21 juin, qui sera plus ou moins bien suivie. En effet, peu à peu, la capacité de mobilisation de la FORA s'effrite.

Dans le même temps, l'USA, en proie à des luttes internes entre syndicalistes révolutionnaires, communistes, réformistes et même quelques anarchistes, voit son action faiblir très fortement. Alors que plus de 500 syndicats avaient participé à son congrès de fondation, seuls 141 syndicats représentant 30 000 adhérents sont présents lors de son Ier congrès (avril 1924) et 101 syndicats représentant 16 000 adhérents participent à son IIe congrès, en mai 1926. De toutes façons, l'USA était trop révolutionnaire pour les socialistes qui, en février 1926, fondent la COA (Confederacion Obrera Argentina). La grande majorité de ses 70 000 membres sont en fait des adhérents de l'Union ferroviaire, auxquels s'ajoutent quelques syndicats de service (les années 1920-1930 connaissent une vive expansion des syndicats de service). A partir de 1926, et ce pendant 4 ans ce sont 3 entités fédérales qui se partageront le contrôle du mouvement syndical argentin.

13. Déclin anarchiste

Entre temps, la FORA connaît quelques problèmes. Comme les autres organisations, elle est victime en 1925-1927 de l'affaiblissement général que connaît le mouvement syndical, dû principalement au taux de chômage important (d'ailleurs, la FORA mènera une campagne pour la journée de 6 heures pour y faire face). Mais la FORA doit aussi faire face à des problèmes internes : depuis quelques mois faisait rage une dispute entre les deux principaux journaux anarchistes, « La Protesta » et « La Antorcha ». « La Protesta » accusait l'autre journal de s'être engagé sur la mauvaise voie, d'être improductif et de ne chercher qu'à lui faire la guerre. En septembre 1924, quelques délégués de la FORA adoptent une motion excluant de la FORA tout membre répondant aux tendances de « La Antorcha », « Ideas » et « Pampa Libre » (deux publications proAntorcha) et demande à ses adhérents de boycotter ces trois journaux. Bien que cette décision, qui sera plus tard qualifiée de « grave erreur » restera heureusement sans effet, elle démontre une certaine tendance à la bureaucratisation, au soin même de la FORA comme dans ses relations avec les ouvriers. Par exemple, l'abandon des congrès annuels est très significatif. Ainsi, le IXe congrès s'est tenu 13 ans après le VIIIe et le Xe congrès aura lieu 5 ans après le IXe. Cette absence de congrès (souvent remplacés par des « referendums »), non seulement favorise la formation d'une certaine bureaucratie, mais empêche le renouveau, l'élaboration d'idées nouvelles. Un autre indice important se trouve dans les documents de la fin des années 20 : dans le rapport d'activité de 1929, on distingue les mouvements « *sous l'entière responsabilité* » de la FORA de ceux qui sont seulement contrôlés par elle, et on dénigre ceux que ne sont pas « *aux mains* » de la fédération. Plus tard, on regrettera ces faits, mais ils eurent sûrement leur importance dans le déclin de la FORA. Pourtant, furent-ils cause ou conséquence?

Pendant les années 1927-1930, la FORA va lancer de coûteuses et Intenses campagnes d'agitation (dont celle pour la libération de Radowitzky, qui sera finalement libéré en 1930) et va participer à de nombreux mouvements de grève, surtout en 1929 où une série de grèves va frapper le pays : pendant le premier semestre, les dockers, les boulangers, puis les travailleurs de la construction soutiennent des luttes assez dures à Buenos Aires et à Bahia Blanca ; en juillet, une grève des dockers se transforme en grève générale à Rosario; pendant la même période, la police arrête 400 grévistes de Général Motors, en grève depuis 10 mois.

Des délégués de 99 syndicats assistent, du 11 mai au 16 août, au Xe congrès d'une FORA diminuée. Ce congrès, deux avant le coup d'Etat d'Uriburu sera le dernier grand congrès anarchosyndicaliste en Argentine, et dans

un certain sens marque la fin d'une époque. Après avoir envoyé un salut aux prisonniers pour questions sociales, on décide, par une courte majorité, de supprimer le boycott comme moyen de lutte. Les délégués prennent aussi position contre la limitation de l'immigration et décident de mieux faire connaître la FORA aux immigrés. On commence aussi à préparer le congrès de tous les anarchosyndicalistes et syndicalistes révolutionnaires du continent américain qui aura lieu en mal 1929 à Buenos-Aires et qui débouchera sur la fondation de l'ACAT (Association continentale américaine des travailleurs).

Du côté de l'USA et de la COA, on recommençait à parler de fusion. En mars 1929 sont jetées les bases qui, le 27 septembre 1930, donneront naissance à la CGT (Confederacion Général del Trabajo). Mais juste quelques jours auparavant - le 6 septembre - avait lieu le coup d'Etat du général Uriburu qui, en renversant le gouvernement constitutionnel d'Irigoyen, ouvrit la longue période noire de l'histoire argentine. La loi martiale fut installée.

14. De 1930 à aujourd'hui

Alors qu'Uriburu laissa une certaine marge de manœuvre à la toute nouvelle CGT, il pourchassa implacablement le mouvement anarchiste. Il procéda, en vertu de la « loi de résidence », à une expulsion massive d'anarchistes immigrés. On compta plus de 12 000 prisonniers politiques, souvent libertaires, plusieurs centaines de déportés et plusieurs dizaines de fusillés. La FORA, ainsi que tous les journaux anarchistes, furent naturellement déclarés illégaux. Ce n'est qu'en 1932, lors de la levée de la loi martiale que l'on put apprécier l'ampleur de la répression : la FORA qui, avant le coup d'Etat, avait une centaine de syndicats affiliés et quelques 60 000 adhérents était réduite à une organisation comptant 24 syndicats. Et elle se désagrégera peu à peu, surtout sous les coups de la répression des dictatures militaires successives, mais aussi à cause de divisions dans le mouvement anarchiste. Et la FORA deviendra une organisation fantôme, laissant la voie ouverte à la CGT qui, en 1936, compte 260 000 adhérents. Pourtant, les anarchosyndicalistes conserveront une influence importante dans plusieurs syndicats, et tout spécialement chez les dockers, les boulangers, les camionneurs, les travailleurs de la construction, les plombiers...

Dès 1931, les anarchistes étaient divisés entre ceux qui voulaient s'allier à la CGT contre Uriburu et les « foristes » qui voulaient garder la FORA, eux-mêmes divisés entre les partisans de « La Protesta » et ceux du conseil fédéral. En 1934, alors que les militaires lancent une nouvelle vague d'arres-

tations, une scission se produit lorsque le conseil fédéral qui avait été révoqué lors d'une assemblée refuse de démissionner. Plus tard, en 1958, il y aura 4, puis 3 FORA (toutes aussi groupusculaires) se réclamant toutes du Ve congrès et publiant chacune épisodiquement « Organizacion Obrera », l'organe de la FORA depuis 1901. Entre temps, depuis 1932, il existait un Comité de relations anarchistes et son journal, « Accion Libertaria ». En 1935, ce comité se transforme en Federacion AnarcoComunista Argentina (FACA). « La Protesta », ré-interdite en 1933, paraîtra pendant les périodes de liberté constitutionnelle.

Du côté de la CGT, les choses ne vont pas mieux. Bien que comptant 310 000 adhérents en 1940, les tensions internes la feront éclater en deux : la CGT n°1, très réformiste, et la CGT n°2 d'inspiration socialiste et communiste. En 1943 le colonel (puis général) Juan Peron, alors ministre du Travail, interdit cette dernière et place ses hommes à la tête de la première. Idole des ouvriers, Peron sera élu président de la République en 1946 et installera progressivement son régime fascistoide jusqu'en 1955, date où il sera renversé par un coup d'Etat. Cette période, avec la CGT centrale unique acquise complètement à Peron, verra la naissance du syndicalisme para-étatique et sera aussi marquée par une nette augmentation des salaires réels.

Ce qui reste de la FORA essaiera de survivre. En 1946, 3 000 personnes assistent à sa manifestation du 1er Mai. Cette même année, elle impulsera une grande grève de boulangers, puis des dockers de la capitale et, le 28 octobre, elle lance une grève générale à Buenos-Aires qui dans certains quartiers sera bien suivie. Ce qui irrite Peron, qui va s'acharner à détruire ce qui restait de la FORA.

Aujourd'hui, la FORA n'est plus un syndicat actif mais plutôt une section de propagande. Toujours membre de l'AIT, où elle entre souvent en conflit avec des sections syndicalistes révolutionnaires qui voient derrière elle la « main politique de l'anarchisme », la FORA est réapparue au grand jour en 1983 après la chute de la junte militaire en place depuis 1976 qui, lors de sa « lutte contre la subversion », fit disparaître 30 000 personnes. Malgré le fait que son existence soit interdite par la loi, qui ne reconnaît qu'un syndicat unique (la CGT), Il existe un noyau foriste à Buenos-Aires et quelques liaisons en province, qui publient de temps en temps « Organizacion Obrera », organe de la FORA.

Parallèlement, le mouvement anarchiste argentin est en plein renouveau. Des dizaines de groupes se réorganisent, notamment autour de la Fédération Libertaire Argentine (FLA, qui publie un bimestriel, « El Libertario »), de la Bibliothèque populaire José-Ingenieros, du Grupo Impulso Li-

bertario, etc.

Le combat pour l'émancipation intégrale continue.

Pacte de solidarité approuvé par le IVe congrès régional et adopté par le IXe (1923).

Considérant:

Que le développement scientifique tend, de plus en plus, à économiser les efforts de l'homme pour produire ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins ; que cette même abondance de production déloge les travailleurs de l'atelier, de la mine, de l'usine et de la campagne, en les convertissant en Intermédiaires et en rendant, avec cette augmentation de salariés improductifs, leurs vies chaque fois plus difficiles ; que tout homme requiert, pour sa subsistance, un certain nombres d'articles indispensables et par conséquent doit consacrer une quantité déterminée de temps à cette production, comme le proclame la justice la plus élémentaire ; que cette société porte en son sein le germe de sa destruction dans le déséquilibre permanent entre les besoins créés par le progrès même et les moyens de les satisfaire, déséquilibre qui produit les Incessantes rebellions dont nous sommes témoins sous forme de grèves; que la découverte d'un nouvel instrument de richesse, ainsi que sa perfection, conduit des milliers de foyers à la misère, alors que la raison nous dit qu'à une plus grande facilité de production devrait correspondre une amélioration générale de la vie des peuples ; que ce phénomène contradictoire démontre la vicieuse constitution sociale présente; que cette constitution vicieuse est cause de guerres Intestines, de crimes, de dégénérescences, perturbant l'ample concept de l'humanité donné par les penseurs les plus modernes, en se basant sur l'observation et sur l'induction scientifique des phénomènes sociaux ; que cette transformation économique doit aussi se refléter dans toutes les institutions ; que l'évolution historique va dans le sens de la liberté individuelle; que celle-ci est indispensable pour que la liberté sociale soit un fait; que cette liberté ne se perd pas en se syndicant avec les autres producteurs, au contraire elle augmente par l'intensité et l'extension qu'acquiert la puissance de l'Individu ; que l'homme est sociable, et par conséquent la liberté de chacun n'est pas limitée par celle de l'autre selon le concept bourgeois, sinon que la liberté de chacun est complémentaire avec celle des autres ; que les lois codifiées et fiscales doivent disparaître pour faire place à des normes de coexistence, découlant de la constatation scientifique et vécue par le peuple même dans sa continuelle aspiration vers le meilleur ; que ceci sera seulement possible lorsque sera effectuée la transformation sociale qui détruira

les antagonismes et permettra que se développe un peuple de producteurs libres pour qu'enfin le serf et le seigneur, l'aristocrate et le plébéien, le bourgeois et le prolétaire, le maître et l'esclave, qui avec leurs différences ont ensanglanté l'histoire, s'embrassent sous la seule dénomination de frères :

Le IVe Congrès de la Fédération ouvrière argentine déclare devoir diriger tous ses efforts pour obtenir l'émancipation complète du prolétariat, en créant des sociétés de résistance, des fédérations d'offices, des fédérations locales et en consolidant la fédération régionale pour que de la sorte, en procédant du simple au composé, en élargissant les horizons étroits dans lesquels ont vécu jusqu'à aujourd'hui les producteurs et en leur donnant plus de pain, plus de pensée, plus de vie, nous puissions former avec tous les exploités de toutes les nations la grande confédération de tous les producteurs de la Terre et que, solidaires, nous puissions marcher, fermes et décidés, à la conquête de l'émancipation économique et sociale de l'humanité...

Fut ajouté, lors du Ve Congrès, cette synthèse de la déclaration de principes:

Le Ve Congrès de la Fédération ouvrière régionale argentine, conséquemment aux principes philosophiques qui ont donné raison d'être à l'organisation des fédérations ouvrières, déclare :

Qu'elle approuve et recommande à tous ses adhérents la propagande et l'illustration la plus ample afin d'inculquer aux ouvriers les principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste. Cette éducation empêchera que les travailleurs se tiennent à la conquête de provisoires améliorations économiques et les mènera à leur complète émancipation sociale.

Le pacte approuvé lors du IVe Congrès continue:

Le IVe Congrès de la FOA déclare :

1. L'organisation de la classe ouvrière de la République (Argentine) en sociétés d'offices.
2. Construire avec ses sociétés ouvrières les fédérations d'offices et d'offices similaires.
3. Les localités formeront des fédérations locales ; les provinces des fédérations provinciales, les nations des fédérations régionales, et le monde entier

une fédération Internationale avec un centre de relations et un bureau pour chaque fédération; qu'elle soit grande ou petite.
4. Le bureau central, comme les organismes représentant les fédérations d'offices et d'offices similaires, seront complètement autonomes dans leur vie interne et de relations ; ses individus n'exerceront aucune autorité et pourront être remplacés à tout moment par le vote de la majorité des sociétés fédérées réunies en congrès ou par la volonté des sociétés fédérées exprimée par leurs fédérations locales ou d'offices respectives.
5. Là où se seront, constituées des sociétés adhérentes à la Fédération ouvrière régionale argentine, elles pourront être liées entre elles par un pacte libre.
6. Etablies sur ces principes, base fondamentale de notre organisation, on procédera à la constitution de fédérations locales, sur les bases déjà existantes.
7. Le bureau central de la Fédération ouvrière régionale argentine, appelé le conseil fédéral, sera formé de 9 individus qui se répartiront les rôles selon leur convenance. De plus, le conseil fédéral comprendra un délégué par fédération locale ; ces délégués auront le caractère de secrétaires correspondants, avec voix et vote, et devront s'entendre directement avec le conseil.
8. Toutes les sociétés composant cette fédération s'engagent à pratiquer entre elles la plus complète solidarité morale et matérielle, en faisant tous les efforts et les sacrifices que les circonstances exigeront afin que les travailleurs sortent toujours victorieux des luttes que provoque la bourgeoisie et des demandes du prolétariat.
9. Pour que la solidarité soit efficace dans toutes les luttes qu'entreprendront les sociétés fédérées, il faudra si possible qu'elles consultent leurs fédérations respectives afin de savoir avec exactitude de quels moyens ou recours elles disposent.
10. La société fédérée est libre et autonome au sein de la fédération locale ; libre et autonome au sein de la fédération d'offices ; libre et autonome au sein de la fédération provinciale, comme elle est libre et autonome au sein de la fédération régionale.
11. En vertu de leur autonomie, les sociétés, les fédérations locales, les fédérations d'offices et les fédérations provinciales s'administreront de la manière qui leur convient le plus et feront et mettront en pratique tous les accords qu'elles considèrent nécessaires pour atteindre tes objectifs poursuivis.
12. Comme chaque société a le droit d'initiative au sein de sa fédération respective, chacun de ses adhérents a le devoir moral de proposer ce qu'il croit convenable ; une fois acceptée par sa fédération, la proposition devra être

portée au conseil fédéral afin qu'il la fasse connaître à toutes les sociétés et les fédérations adhérentes.

13. Les congrès successifs seront ordinaires et extraordinaires. Ceux-ci se tiendront par convocation de la majorité des sociétés adhérentes qui, représentées par leurs fédérations, feront connaître leur volonté au conseil fédéral pour que celui-ci prépare matériellement la convocation. La date des congrès ordinaires sera fixée lors du précédent congrès. Le lieu de réunion sera décidé par la majorité des sociétés adhérentes, qui seront consultées par le conseil fédéral (avec 2 mots d'anticipation s'il s'agit d'un congrès ordinaire).

14. Les délégués pourront afficher dans les congrès le nombre de représentations conférées par les sociétés, mais Ils auront un seul vote lorsqu'il s'agira d'affaires internes au congrès. Pour les affaires de caractère général, ils auront autant de votes que de représentations.

15. Pour être admis comme délégué au congrès, iI sera nécessaire que le représentant prouve son appartenance à l'une des sociétés adhérentes. En outre, le délégué ne doit exercer ni avoir exercé aucune profession politique, c'est-à-dire député, conseiller municipal, employé supérieur de l'administration, etc.

16. Les accords de ce congrès, non révoqués, par la majorité des sociétés, seront appliqués par toutes les sociétés.

17. Chaque congrès déterminera le lieu de résidence du conseil fédéral et le montant des cotisations que devront payer les sociétés adhérentes pour la propagande, l'organisation et pour l'édition de l'organe officiel.

18. Ce pacte de solidarité est modifiable à tout moment par les congrès ou par le vote de la majorité des sociétés fédérées ; cependant, le pacte fédéral sera Indissoluble tant qu'il existera deux sociétés maintenant le pacte.

Suivent ensuite quelques autres considérations pratiques. Le pacte se termine par le paragraphe déjà cité:

Notre organisation, purement économique, est différente et opposée à celle de tous les partis politiques bourgeois ou ouvriers, vu que ces derniers s'organisent pour la conquête du pouvoir politique, alors que nous nous organisons pour que les Etats politiques et juridiques actuellement existants soient réduits à des fonctions purement économiques et pour que s'établissent à leurs places une libre fédération de libres associations de producteurs libres.

(suivent les signatures)

Note des éditeurs : le texte précédent nous paraît tout a fait correct, à une exception près, quand l'auteur oppose les sociétés ouvrières de résistance aux syndicats, terme qui sert justement à rejeter la conception du syndicalisme venant de la charte d'Amiens. Nous insérons donc le texte suivant pour préciser la position de la FORA par rapport au syndicalisme.

"D'esprit essentiellement anarchiste, la FORA ne peut concevoir d'autre système d'organisation que celui qui découle du fédéralisme le plus ample... Ce système, d'après lequel tous les individus, groupements, unions, jouissent de leur ample liberté, non seulement évite un centralisme odieux et générateur d'un fonctionnement bureaucratique, mais a pour vertu de mettre en mouvement une infinité de groupes fédérés, intelligemment en relation entre eux. Il en résulte que les affaires de l'organisation se trouvent entre les mains du plus grand nombre possible de militants.

La FORA ne voit pas dans le syndicalisme autre chose que ce qu'il peut être : un moyen qui, parce qu'il est aux mains des déshérités, se positionne face au régime d'iniquité actuel, mais un moyen qui, en dernier examen, est en quelque sorte un enfant de ce même régime. Créé dans les entrailles de la société bourgeoise, dans l'autoritarisme du monde ambiant, le syndicalisme est une arme, et, justement, parce qu'il est une arme, il peut servir autant la cause du bien que celle du mal (et nous sommes avertis que les armes se prêtent plus facilement au mal qu'au bien !).
Face aux voix qui réclament 'tout le pouvoir aux syndicats', la FORA, qui connaît tout le mal que constituent tous les pouvoirs, même lorsqu'ils sont aux mains de ceux qui préconisent une libération complète, réplique 'aucun pouvoir pour personne'.

Ces réserves faites, la FORA, et c'est la raison pour laquelle elle l'adopte, reconnaît dans le syndicalisme le seul moyen dont disposent les travailleurs pour faire face à l'exploitation démesurée du patronat et pour se défendre contre la tyrannie de l'Etat. Mais elle n'attend pas du syndicalisme plus que ce qu'il peut donner en tant qu'arme défensive. Elle reconnaît en lui le moyen le plus efficace pour que les travailleurs prennent conscience de leur propre force, pour qu'ils acquièrent la capacité de ré-

sister au pouvoir des privilégiés et pour que puisse se produire, dans un moment particulier, les événements qui matérialiseront la révolution.
En résumant sa conception du syndicalisme, la FORA déclare :

1) Que le syndicalisme est la manifestation embryonnaire du principe de solidarité et le creuset dans lequel prennent forme les premières rébellions prolétariennes. C'est dans ce sens qu'elle l'adopte, comme moyen face à l'ordre régnant.

2) Que rien, pas même le syndicalisme, n'a le droit de s'attribuer un rôle de direction dans les périodes révolutionnaires.

3) Qu'une fois que la révolution aura aboli le système capitaliste et la domination étatique, les organes du syndicalisme n'auront plus aucun rôle.

[…] La FORA constate que tous les partis politiques, y compris ceux qui s'appellent 'd'extrême gauche' sont des partis de gouvernement Elle constate également que tous les gouvernements sont et seront nécessairement des ennemis de la liberté. Elle affirme donc que non seulement elle n'attend rien des partis politiques mais que, quel que soit le contenu de leurs programmes, elle se place face à eux et les combat sans pitié, entant qu'ennemis de la liberté et du peuple".

(tiré de la Présentation de la FORA envoyée au congrès constitutif de l'AIT, 1922).

Argentine 1919 : La semaine tragique

« L'affranchi », n°7, décembre 1993, les amis de l'AIT



Lors de l'une des rencontres mensuelles du Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne, certains d'entre-nous ont eu l'occasion de visionner un bout d'une vidéo, sur la semaine tragique de janvier 1919 à Buenos Aires. Ce film inachevé, mélangeant fiction et documentaire, le tout en Espagnol, n'était pas vraiment facile à comprendre. Dans le but d'en savoir un petit peu plus sur cette histoire, j'ai mis le nez dans quelques livres et brochures sur le mouvement anarchiste en Argentine. Voici ce que j'ai découvert.

L'anarchisme a pénétré en Argentine par le biais de la première internationale. Comme en Espagne ou dans le Jura suisse, c'est le courant anti-autoritaire qui s'implante. Le premier périodique qui fait connaître les idées bakouninistes *El Descamisado* commence à paraître en 1879. Dans les cinquante années qui vont suivre, le mouvement anarchiste va connaître, dans ce pays, un développement plus important que nulle part ailleurs dans le monde.

Dans les dernières décennies du siècle, nombreux sont les Européens qui fuient la misère, pour gagner le nouveau monde. L'Argentine est un pays d'immigration, beaucoup d'Italiens et d'Espagnols vont y tenter leur chance. Parmi eux il y a des révolutionnaires, des anarchistes qui quittent leur pays pour élus raisons politiques. Ces militants vont développer, pendant des années, une intense propagande libertaire. Pour ne donner qu'un nom, je citerai celui d'Errico Malatesta qui va vivre à Buenos Aires entre 1884 et 1889 et y éditer, dés 1885, *La Questione Sociale*, l'un des nombreux périodiques anarchistes de l'époque. Il serait trop long de donner les titres de toutes ces publications, mais il faut signaler la création, en 1897, de *La Protesta humana* un journal qui sera quotidien sous le titre *La Protesta* à partir de 1904. Au tournant du siècle, l'anarchisme a acquis une influence considérable dans la société argentine. Nombreux sont ceux qui s'en revendiquent dans les milieux intellectuels et littéraires.

Parmi les ouvriers

Mais les militants libertaires sont en majorité des ouvriers et c'est surtout dans ce milieu-là qu'ils propagent leurs idées. Ils sont à l'initiative des premières sociétés ouvrières qui se constituent. En 1901, les organisations ouvrières se regroupent en une fédération. Celle-ci prend le nom de Fédération ouvrière argentine. En son sein les anarchistes dominent. En 1902, des éléments socialistes (marxistes) minoritaires qui n'arrivent pas à orienter cette organisation dans leur sens, la quittent pour constituer une éphémère Union générale des travailleurs (UGT), créant ainsi la première division du mouvement ouvrier argentin. En 1904, la fédération prend le nom de Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) et adopte des principes clairement libertaire.

Il est intéressant de noter que la FORA préfère se définir comme une organisation de résistance ouvrière, plutôt que comme une organisation syndicale. Le terme syndicalisme impliquant, pour ses militants, une neutralité idéologique qu'ils rejettent. Les membres de la FORA sont regroupés par profession ou par secteur d'activité. Ils privilégient les fédérations locales plutôt que les fédérations d'industries qui, bien que prévues par les statuts, sont rares. Seules existeront, sur le plan national, des fédérations de cheminots et de dockers.

Grèves et luttes

Au début du XXc siècle, les luttes visant à améliorer les conditions de vie des ouvriers se multiplient. La FORA est à l'origine de nombreuses grèves sectorielles et générales. Les grèves et les mobilisations les plus importantes se produisent durant les années 1901-1902, 1909-1910 et 1918-1923. L'activité de la FORA ne se limite pas au monde du travail. En 1907, par exemple, elle est à l'origine d'une puissante grève des loyers. Les locataires grévistes, qui dans certains cas sont expulsés de leur logement sont soutenus par l'organisation ouvrière. Les conducteurs de chars prennent soin de leurs maigres biens et les accompagnent sur les places publiques où se forment des campements de protestation.

L'histoire du mouvement ouvrier argentin est sans doute l'une des plus glorieuse mais aussi l'une des plus tragique qui soit, pour faire face à la montée des luttes, le pouvoir va adopter différentes stratégies de répression. Il y a d'abord la promulgation, en 1902, de la loi de résidence qui permet l'arrestation et l'expulsion des étrangers menaçant l'ordre public; celle-ci constitue une arme contre bon nombre de militants anarchistes, qui sont arrêtés et expulsés. Dans les années qui suivent plusieurs grèves générales tenteront de faire abroger cette loi.

je pense qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui la violence des luttes qui avaient lieu alors. Les grèves, comme les manifestations, étaient régulièrement dispersées par les coups de feu de la police. Pourtant, malgré ça, le mouvement libertaire s'incruste et se développe. En 1907, un correspondant de la presse anarchiste européenne fait la remarque suivante : "on peut dire que le mouvement anarchiste argentin est unique dans le monde, du fait qu'ici les ouvriers sont presque tous anarchistes".

En effet, la centrale syndicale UGT ne parvient pas à se développer et ses dirigeants manifestent à plusieurs reprises la volonté de rejoindre les rangs de la FORA. Ils y renoncent finalement, ne pouvant admettre la résolution adoptée par la FORA lors de son cinquième congrès en 1905, qui recommandait à tous ses adhérents de propager, auprès des ouvriers, les "principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste".

Pour ce qui est des revendications "syndicales" je relèverais qu'en 1906 la FORA avait adopté, dans son congrès, le principe de lutter pour la conquête de la journée de 6 heures de travail !

1909- 1910

Comme de coutume le premier mai, à Buenos Aires, deux manifestations distinctes étaient organisée. L'une par le parti socialiste et l'UGT, l'autre par la FORA. En 1909, le pouvoir manifeste clairement sa préférence pour l'une des tendances du mouvement ouvrier en faisant charger, par la police, le meeting organisé par la FORA. II y a huit morts et plus d'une centaine de blessés. Suite à ce crime, la FORA, mais aussi l'UGT et les société ouvrières autonomes, lancent un mot d'ordre de grève générale. Celle-ci dure une semaine. Le gouvernement cède en concédant la réouverture des locaux ouvriers et la libération des personnes arrêtées durant les événements.

Le 14 novembre de la même année, un jeune anarchiste russe du nom de Radowitzky abat le chef de la police (le colonel Falcon) responsable de la tuerie du premier mai. Le geste de Radowitzky provoque un large mouvement de sympathie parmi les ouvriers, mais est aussi le prélude d'une répression sans précédent. L'imprimerie de *La Protesta* est détruite, les locaux ouvriers subissent un sort semblable. Des milliers de personnes sont arrêtées, torturées, emprisonnées ou déportées vers la Terre de feu. De nombreux étrangers sont expulsés. L’état de siège est proclamé. Il va durer jusqu’en janvier 1910. Dès qu'il est levé, *La Protest*a réapparaît. Les persécutions ne parviennent pas â contenir la croissance de la FORA qui fait paraître un second quotidien, du soir celui-ci : *La Batalla*.

Le 25 mai 1910, doit avoir lieu la commémoration du premier centenaire de l'Etat argentin. Le mouvement ouvrier y voit une occasion d'exiger la suppression des lois d'exception et la libération de tous les prisonniers politiques. Une grève générale est prévue pour le 18 mai. Pour faire avorter la protestation ouvrière, le gouvernement déclare l'état de siège le 14 mai et fait arrêter les rédacteurs de *La Protesta* et de *La Batalla*, ainsi que les responsables syndicaux. Parallèlement à ces détentions massives, des bandes de jeunes bourgeois nationalistes incendient les locaux des organisations et des journaux ouvriers (y compris celui de *La vanguardia*, l'organe officiel du parti socialiste) aux cris de "à mort l'anarchisme, à mort les ouvriers !". Ils sèment la terreur dans les quartiers populaires en s'attaquant tout particulièrement aux juifs... Les affrontements avec ces fascistes et les militants de la FORA font de nombreux morts. Pour plusieurs années, le mouvement va être notablement affaibli, même si *La Protesta* redevient quotidienne à partir de 1913.

De la CORA à la FORA réformiste

En 1909, l'UGT avait, une fois encore, tenté de réaliser l'unité avec la FORA. Un congrès d'unification eut lieu, mais les organisations regroupées au sein de la FORA refusèrent de renoncer à leurs principes anarchistes. La fusion ne se réalisa donc pas. Cependant l'UGT parvint à gagner quelques syndicats indépendants. Ce fut pour l'UGT l'occasion de changer son nom pour une appellation à la résonance plus "sympathique" : Confédération ouvrière de la région argentine (CORA).

Après les évènements de 1910, un climat de terreur règne parmi les travailleurs et nombre d'entre-eux sont tentés de rejoindre les rangs de la centrale modérée CORA. La tactique de la CORA, qui remplace les grèves par le recours aux tribunaux arbitraux, a pour conséquence de notables baisses de salaires. Et cela au moment où la spéculation, entraînée par la première guerre mondiale, va faire tripler les prix.

Mais malgré ses efforts, la CORA ne parvient pas vraiment à séduire les ouvriers. C'est alors qu'en 1914, ses dirigeants ont une idée géniale, ils décident d'auto-dissoudre leur organisation et de rejoindre les rangs de la FORA. En 1915 un neuvième congrès de la FORA est organisé à l'initiative des nouveaux adhérents provenant de la CORA. Ceux-ci parviennent à faire supprimer, par un vote majoritaire, la finalité anarchiste du programme de la FORA.

Cependant les anarchistes, mis en minorité à cette occasion, se ressaisissent et réorganisent leur FORA. En fait, on en revient rapidement à la situation antérieure, sauf que les réformistes estiment alors avoir le droit de se réclamer du nom prestigieux de la FORA. L'ancienne UGT, puis CORA sera durant quelques années appelée FORA neuvième congrès pour devenir finalement CGT…

La semaine tragique

En 1916 des élections présidentielles entraînent la victoire du parti radical qui avait promis de rétablir les garanties constitutionnelles et d'abolir les lois d'exception. Dans les faits ces promesses ne sont que partiellement tenues. Les lois d'exception ne sont pas supprimées, mais elles sont appliquées avec moins de vigueur et des centaines d'anarchistes emprisonnés sont relâchés. La révolution russe et la fin de la guerre en 1918, ouvrent une nouvelle phase de développement du mouvement ouvrier argentin, dans lequel la voix anarchiste se fait entendre plus que toute autre. La diffusion des journaux est décuplée, les publications anarchistes inondent le pays. Les patrons

qui ont réalisé de juteux bénéfices pendant la guerre sont contraints d'accorder de notables améliorations aux ouvriers du fait des luttes. La semaine tragique de janvier 1919, à Buenos Aires débute par la répression d'une grève organisée par la société de résistance des ouvriers sur métaux de la FORA. Les forces armées, qui encadrent des briseurs de grève venus d'Europe, tirent sur les grévistes faisant quatre morts et quarante blessés. L'émotion est intense. La FORA appelle à la grève générale. Dans la semaine qui suit, en particulier à l'occasion de l'enterrement des ouvriers tués, on assiste à une insurrection populaire spontanée qui est noyée dans le sang. Il y aura des centaines de morts, des milliers de blessés, des dizaines de milliers d'arrestations. Au sein de la FORA, les militants sont divisés. Les peintres, les boulangers et d'autres appellent à la révolution sociale, alors que certains pensent qu'une telle tentative est prématurée et qu'en cas de succès la réaction internationale ne manquerait pas d'écraser le pays. Cette polémique va freiner le mouvement, d'autant que les patrons, affolés par la menace révolutionnaire, accordent immédiatement toutes leurs revendications aux ouvriers en grève.

Et après ?

Dans les années qui suivent l'influence de la FORA va rester importante, ses militants seront encore à l'initiative de très nombreuses luttes et victimes de terribles persécutions qu'il serait fastidieux d'énumérer. C'est en 1930, avec l'instauration d'une dictature militaire, que commencera son véritable déclin. Pourtant, la FORA sera encore à l'initiative de luttes ouvrières dans le courant des années 50. Actuellement, cette organisation existe toujours bien que ses animateurs soient surtout des vétérans.

Au début du siècle et jusque dans les années 20, le mouvement libertaire argentin a soutenu financièrement la presse anarchiste européenne. Sans le marché argentin, la littérature anarchiste italienne et espagnole n'aurait pas connu l'essor qui fut alors le sien. La FORA a adhéré à notre internationale, l'AIT, depuis sa constitution en 1922. Longtemps elle a été (avec la CNT espagnole) la plus puissante de nos sections. Son expérience et ses idées mériteraient d'être mieux connues. J'ai découvert, par exemple, que la FORA a toujours refusé les principes du syndicalisme révolutionnaire qui sont largement admis au sein de l'AIT, et ceci non seulement par rejet de la neutralité idéologique. La FORA rejetait l'idée que les syndicats, mêmes anarchistes, préfigurent la société future. Pour ses militants, les organisations ouvrières n'étaient que le produit des problèmes créés par la société capitaliste.

Comme Bakouninistes, ils préconisaient la destruction du système actuel pour construire une société sur des bases entièrement nouvelles. Ce débat, ainsi que d'autres sujets développés par la FORA, mériteraient d'être mieux connus. Cc sera le thème d'un prochain article.

Ariane.

BIBLIOGRAPHIE

- Serafin FERNANDEZ, *Recuerdos de la vida pampera (La semana tragica de enero de 1919,*. Paris, Umbral, 1962, 32 p.
- ILDEFONSO, "Notes brèves sur le mouvement ouvrier anarchiste en Argentine", Paris, *contre-courant N°58*, mars 1955, pp. 173-180.
- Antonio LOPEZ, *La FORA en el movimiento obrero*, Centro editor de America Latina, Buenos Aires, 1987, 2 vol., 215 p.
- E. LOPEZ ARANGO & D.A. de SANTILLAN, *El anarquismo en el movimiento obrero,* Cosmos, Barcelone, 1925, 201 p.
- Enrique NIDO, *Informe general del movimiento anarquista de la Argentina,* Ed. FORA, 1991, 20 p. (1ère éd. 1922).

Perspective Libertaire

Site d’édition et de diffusion électroniques de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires

http://perspectivlibertaire.free.Fr

La FORA dans le mouvement syndical argentin

Suivi de

Argentine 1919 : La semaine tragique

PLUS VIEILLE SECTION DE L'A.I.T. (ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, FONDEE EN 1922), LA F.O.R.A. (FEDERATION OUVRIERE REGIONALE ARGENTINE) FUT FONDEE EN 1901 ET, PEU APRES FIT SIEN LE PROJET COMMUNISTE-ANARCHISTE. A TRAVERS ELLE, LES ANARCHISTES EXERCERENT UNE IMPORTANTE INFLUENCE SUR LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LAQUELLE LA FORA, QUI COMPTA JUSQU'A 100 000 ADHERENTS, LIVRA DES LUTTES D'UNE GRANDE INTENSITE.

CETTE BROCHURE PROPOSE DE RETRACER LES PRINCIPALES ETAPES DE LA VIE DE LA F.O.R.A., TOUT EN L`INSERANT DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL ARGENTTN.

